«LE RÉÉQUILIBRAGE DE LA RELATION FRANCO-ALLEMANDE EST UNE NÉCESSITÉ»

Hubert Vedrine

«Le rééquilibrage de la relation franco-allemande est une nécessité»

Les États-Unis ont réélu Obama, la Chine a amorcé sa transition politique et l'Europe semble sortir de la crise de l'Euro. Le monde multipolaire instable que vous décrivez va-t-il connaître en 2013 une phase de consolidation? Hubert VEDRINE – Vingt ans après la fin de l'URSS, il n'y a pas d' «ordre mondial» en constitutionmais une compétition, au sein de l'économie mondiale dérégulée, et pas encore assez re-régulée, une mêlée entre Etats, entreprises, acteurs financiers, groupes d'intérêts divers, légaux ou illégaux. Les alliances sont de circonstance entre pôles ascendants ou descendants. Et cela va continuer en 2013. Les États-Unis vont-ils surmonter la crise de la dette? La perspective d'une indépendance énergétique change-t-elle la donne? Un compromis politique sur la dette est probable. Mais les États-Unis sont confrontés au défi d'admettre que leur leadership sur le monde n'est plus que relatif, et que l'exercice de la puissance doit y être différent. Une moitié de l'Amérique s'y refuse. Barack Obama le comprend, mais il cherche le mode d'emploi. Ses discours initiaux furent magnifiques, mais il lui manque un mécanicien. L'indépendance énergétique aidera les États-Unis mais ne leur permettra pas de se désintéresser du reste du monde, ni même du Moyen-Orient. Et aucun pays ne les supplantera dans leur rôle premier, pas même la Chine. La montée des tensions en Asie est elle le signe que la Chine veut se créer une zone d'influence dans la région? Deng Xiao Ping voulait que la Chine fasse profil bas jusqu'à ce qu'elle acquière une force suffisante. Peut-être les dirigeants actuels pensent-ils que le moment est venu, en tout cas en Asie? Mais la Chine a-t-elle un projet global? Je ne crois pas, pas a priori, en tout cas. Elle défendra de plus en plus vigoureusement, partout, ses intérêts mais je ne la vois pas se mêler de tout au nom de «valeurs universelles chinoises». Faut-il espérer que la Chine devienne démocratique? Bien sûr! Autant je vois peu d'avenir à l'ingérence occidentale, autant je suis convaincu que dans toutes les sociétés, même en Chine et en Russie, il y a une aspiration interne grandissante à un État de droit, si ce n'est à la démocratie. Mais on ne peut pas attendre que cette perspective se réalise pour avoir une politique chinoise. Vis-à-vis de la Russie, peut-on avoir une politique réaliste sans s'inquiéter des reculs en matière de droits de l'homme? Il y a des reculs, mais surtout des espérances déçues. Mais là encore, on ne va pas attendre que la démocratie soit installée pour avoir une politique russe et défendre nos intérêts stratégiques, économiques et culturels. Les Occidentaux ont toujours du mal à harmoniser leurs deux tendances: traiter avec le monde extérieur, ou le changer, le convertir. Quand ils ne sont habités que par la volonté de propager leur modèle -la religion dans le passé, la démocratie et le libre échange aujourd'hui- ils ne savent pas vraiment traiter avec le monde extérieur, «the rest», s'il est trop différent. En Syrie, les Occidentaux ont voulu se débarrasser de Bachar el-Assad sans se préoccuper de ce qui le remplacerait. Les Russes, eux, sont tellement préoccupés par ce qui va suivre qu'ils soutiennent le régime jusqu'au bout. Comment concilier ces deux approches antinomiques? Le désaccord est profond. C'est dès le début qu'il aurait fallu mettre la Russie dans le jeu. Quand la révolte syrienne a commencé, les Occidentaux ont cru qu'après la chute de Ben Ali, et de Moubarak, Assad serait facilement renversé. Aujourd'hui encore, on aurait intérêt à trouver une approche commune entre Américains, Européens, Russes, Turcs et pays arabes engagés pour gérer la suite… La montée en puissance des islamistes nous oblige-t-elle à jouer la carte des Frères musulmans, c'est-à-dire des moins radicaux parmi les islamistes? Nous n'avons pas tellement des «cartes». Les États-Unis ont beau verser chaque année 1,3 milliards de dollars à l'armée égyptienne, leur influence est très faible. Ensuite, la victoire électorale des islamistes n'aurait pas du surprendre, ni la suite troublée. La démocratie n'est pas une conversion instantanée, mais l'aboutissement d'un long processus. Dans chaque pays arabe s'affrontent la société civile, les partis politiques, dans certains cas l'armée, une monarchie, des tribus, et partout la puissante mouvance des Frères musulmans et, au-delà, des salafistes, voire des djihadistes. Il est possible qu'à l'épreuve du pouvoir les Frères musulmans se fragmentent entre réalistes et fondamentalistes. La paix israélo-arabe est elle encore possible? Ne pas avoir imposé un règlement de la question palestinienne sur une base nationale avant que le conflit ne dégénère en un affrontement religieux et fanatique est une erreur stratégique majeure des Occidentaux. Cela reste une nécessité. Quel bilan tirez-vous de la guerre en Afghanistan? Faire tomber le régime qui avait servi de réceptacle à al Qaïda était légitime. Rester trois ou quatre ans maximum pour aider le nouveau gouvernement à se stabiliser pouvait se justifier. Au-delà c'était, hélas, illusoire. L'Otan a-t-il un avenir après l'Afghanistan? Le traité de 1949 a un grand avenir parce que les Etats-Unis ne lâcheront pas leurs alliés les plus proches, et que les Européens seraient fous de se passer d'une alliance avec la plus grande puissance au monde, qui comporte, avec l'article 5, une obligation de défense mutuelle. Mais l'organisation, elle, l'OTAN, devra être adapter à la réalité des menaces à traiter, et donc réduite. Quel rôle pour la France au sein de l'Alliance atlantique ? Un rôle potentiel majeur. C'est l'objet du rapport que François Hollande m'a demandé de rédiger. Il est temps de dépasser les querelles périmées du pour ou contre l'Otan, pour se poser des questions d'avenir. Les raisons qui ont justifié le retour dans les structures intégrées de l'Otan restent discutables, mais c'est fait, et la France n'aurait aucune raison à en re sortir maintenant. Les circonstances n'ont rien à voir avec celles qui avaient justifié la décision du général de Gaulle. La France doit considérer que l'Otan est son alliance et prendre position sur sa doctrine et sa stratégie: défensive ou dissuasive? Vous croyez à l'avenir de la défense européenne? Presque rien ce qui a été lancé depuis vingt-cinq ans n'a vraiment marché. Mettons donc nos partenaires européens en face de leurs responsabilités, en profitant d'une disponibilité des Etats-Unis d'Obama II qui ne verraient pas d'un mauvais oeil que les Européens fassent plus. Cela suppose que l'Europe sorte de son sommeil stratégique et assume d'être un acteur mondial. Comment réveiller les opinions? Les alarmer sans les paniquer, leur parler vrai, leur faire comprendre que si l'on veut conserver la maîtrise de notre destin, nous devons devenir une puissance, parce que sinon, nous dépendrons de décisions prises ailleurs, par les Chinois, les Américains, les autres émergents ou les marchés. Pas besoin pour cela de fusionner les peuples, comme le voudrait la version intégriste du fédéralisme. Un accord stratégique entre nations européennes sur la façon de défendre légitimement nos intérêts dans la compétition mondiale réconcilierait les élites, qui ne veulent que «plus d'Europe», et les peuples, devenus profondément euro-désabusés. Angela Merkel est populaire en se montrant européenne tout en défendant les intérêts de son pays. Pourquoi les dirigeants français ne peuvent pas faire de même? Angela Merkel a convaincu les contribuables allemands que plus d'Europe cela signifie plus de contrôle allemand sur l'Europe, alors que chez nous (et ailleurs) plus d'Europe est maintenant souvent perçu à l'inverse comme une dépossession, compensée de façon illusoire. On ne peut pas avoir un tel discours sans être en position de force comme Mme Merkel? C'est plus difficile! Quand nos élites ne savent que répéter plus d'intégration, «saut fédéral», etc… elles creusent le gouffre qui les sépare des opinions. Si les Français ne croient plus aux vertus des abandons de souveraineté, c'est parce qu'ils voient que cette souveraineté a été récupérée par les marchés, eux-mêmes incontrôlés. Le rééquilibrage avec l'Allemagne entrepris pas François Hollande est une nécessité. La crise a amené l'Europe à s'organiser. Que pensez-vous des résultats obtenus dans la zone euro? La zone euro est en train d'accoucher dans la douleur d'un gouvernement économique manqué. C'est une bonne nouvelle. J'ajouterai simplement que ce gouvernement économique ne doit pas se réduire à l'Allemagne. Ce serait dangereux pour l'Allemagne elle-même. Il ne doit pas être uniquement un système disciplinaire de contrôle des engagements de rigueur des pays membres. Il devra traiter de la vraie politique économique, c'est-à-dire de la croissance et de la monnaie et des taux de change. Dernier point: il faut que ce gouvernement économique demeure démocratique, c'est-à-dire garde un lien avec les peuples. C'est la question de: qui décide quoi en dernier ressort? Cela suffit pour assurer l'avenir de l'Europe? Chacun des trois points que j'ai mentionnés est considérable à mettre en œuvre. Il y en a pour des années de travail et de persuasion, par exemple sur la monnaie. Voyez la gestion politique de l'Euro. Et sur l'Europe et le monde, soyons moins chimériques. Il y a longtemps que je disque l'Europe doit prendre garde à ne pas devenir «l'idiot du village global». En 2000, vous parliez de la France «puissance d'influence mondiale». Treize ans après, la France n'est elle pas en train de perdre son rang? Nous restons un pays d'»influence mondiale»du fait du Conseil de sécurité, de la dissuasion nucléaire, de notre capacité militaire de projection, du rayonnement du français et de notre culture, de notre patrimoine diplomatique, du CAC 40, de l'attractivité du territoire national, etc… Cependant nous avons un grave problème de compétitivité qui n'est pas directement géopolitique mais qui, à la longue, peut miner notre position dans le monde. Je ne peux dire que «vive le rapport Gallois!»

Source:Https://Www.hubertvedrine.net

02/01/2013